

Dima de Clerck • Stéphane Malsagne

LE LIBAN EN GUERRE

1975-1990



Belin:

Le Liban en guerre

(1975-1990)

Du même auteur

Dima de Clerck (co-dir.)

Liban: la guerre dans le rétroviseur, Confluences Méditerranée, n° 112, Paris, IREMMO, L'Harmattan, printemps 2020.

1860: Histoires et mémoires d'un conflit, Beyrouth, IFPO, 2015.

Stéphane Malsagne

Sous l'œil de la diplomatie française. Le Liban de 1946 à 1990, Paris, Geuthner, 2017 (prix Diane Potier Boès de l'Académie française 2018).

Au cœur du Grand Jeu: la France en Orient. Charles-Eudes Bonin (1865-1929), explorateur-diplomate, Paris, Geuthner, 2015.

Louis-Joseph Leuret. Journal au Liban et au Moyen-Orient (1959-1964), Paris, Geuthner, 2014.

Fouad Chéhab (1902-1973), une figure oubliée de l'histoire libanaise, Paris, Karthala-IFPO, 2011.

Dima de Clerck

Stéphane Malsagne

Le Liban en guerre (1975-1990)

Belin:

En couverture : © Tom Stoddart/Hulton Archive/Getty Images.

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise que «les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» (article L 122-5); il autorise également les courtes citations effectuées pour un but d'exemple ou d'illustration. En revanche, «toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite» (article L 122-4). La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au CFC (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

ISSN 2270-4922 ISBN 978-2-410-01699-4

Dépôt légal – 1^{re} édition : 2020 juin

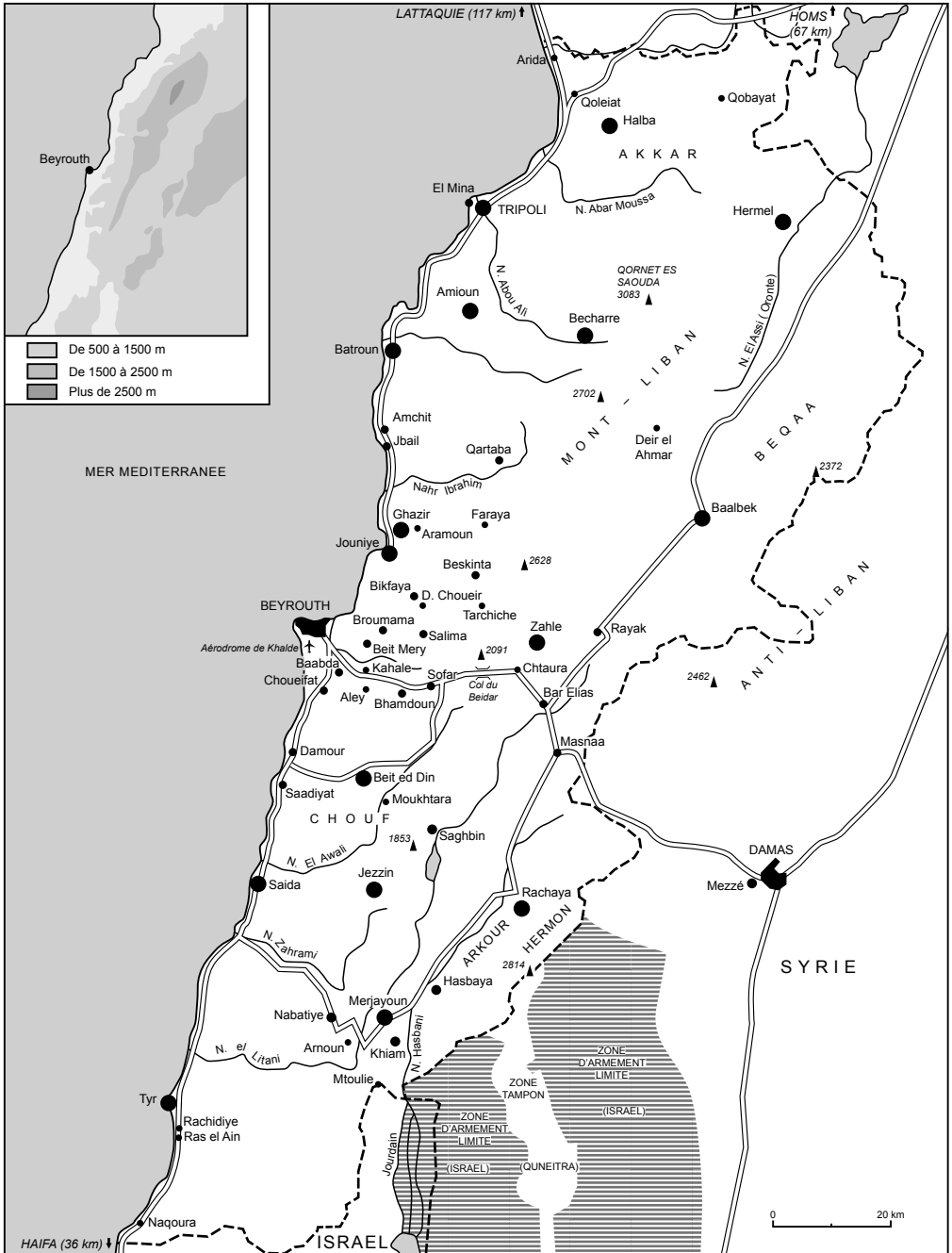
© Éditions Belin/Humensis, 2020

170 bis, boulevard du Montparnasse, 75680 Paris cedex 14

*À Youmna et Ziad,
que votre génération ne puisse jamais vivre
ne serait-ce qu'une fraction de ce que la nôtre a vécu
en presque seize années de guerre.*

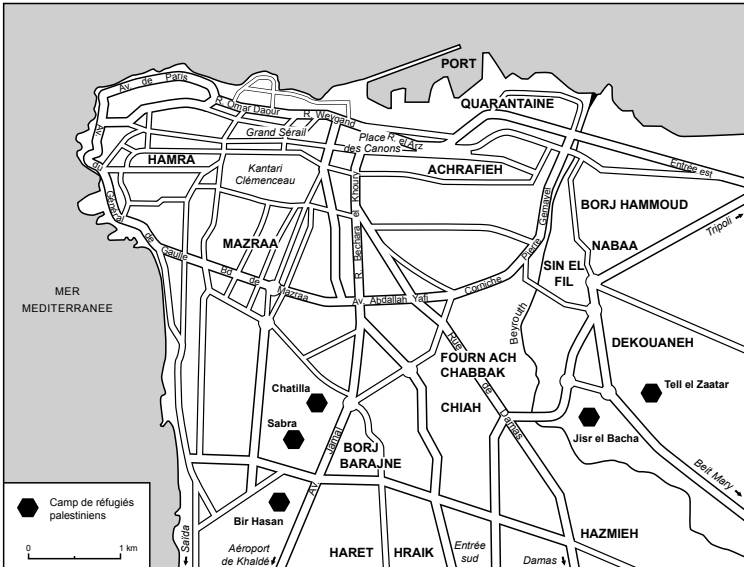
*À Mona et Guillaume-Farès,
quand vous arrivez au sommet de la montagne,
continuez de grimper.*

Le Liban en 1976



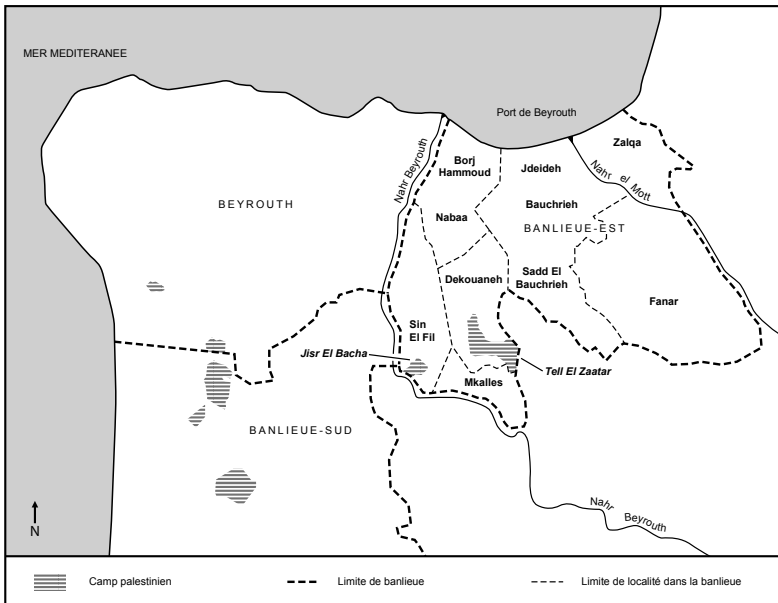
Source : Maghreb-Machrek, n° 73, 1976.

Beyrouth et ses faubourgs



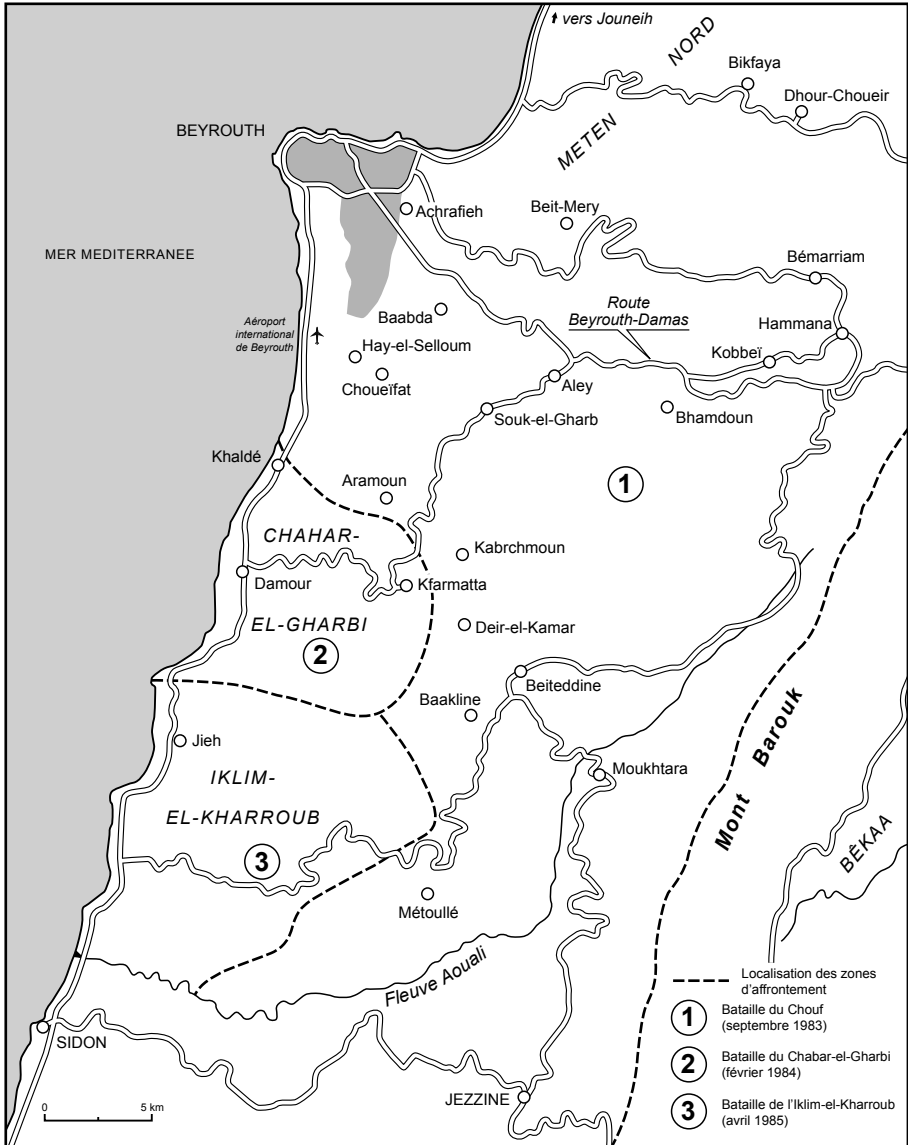
Source : Maghreb-Machrek, n° 73, 1976.

Beyrouth : Banlieue-Est



Source : Maghreb-Machrek, n° 73, 1976.

Le massif du Chouf



Source : Antoine Basbous et Annie Laurent, *Guerres secrètes au Liban*, Paris, Gallimard, 1987.

INTRODUCTION

Le soir du 17 octobre 2019, au lendemain d'une manifestation organisée par le Parti socialiste progressiste (PSP), la plus importante révolte populaire de l'histoire du Liban contemporain commençait. Dans un pays marqué par des inégalités sociales criantes, une corruption généralisée, une grave crise financière et budgétaire, une paralysie politique, l'annonce par le gouvernement d'une taxe sur les appels téléphoniques, à travers la très populaire application de messagerie WhatsApp, fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres. L'afflux massif des réfugiés syriens fuyant la guerre qui se généralise en Syrie à partir de 2012, exerce une très forte pression sur les ressources du pays, d'autant qu'ils représentent près d'1,5 million de personnes selon l'UNHCR, soit près du quart de la population libanaise.

Dans un élan populaire massif transcendant à première vue les appartenances communautaires, régionales et politiques, des manifestations d'une ampleur sans précédent sont organisées dans la plupart des villes du Liban et dans les capitales du monde entier (à l'initiative de la diaspora). Les slogans réclament du travail (pour les classes populaires, l'emploi est spolié en grande partie par le million et demi de réfugiés

syriens), le retrait de la taxe, la démission du gouvernement et bien au-delà encore pour certains qui en voient l'opportunité, la fin d'un système politique oligarchique à bout de souffle. Les citoyens (de 200 000 à 300 000 personnes sont dans la rue les 19 et 20 octobre 2019¹) réclament la *thawra* (révolution), se réapproprient les espaces publics et, de manière provisoire, investissent quelques lieux symboliques longtemps interdits d'accès comme le grand théâtre de Beyrouth, ravagé par les années noires de la guerre « civile » (1975-1990). Sans leader apparent ni programme structuré, les manifestations sont quotidiennes. Elles se drapent des couleurs nationales du nord au sud, d'est en ouest et s'installent dans la durée. Le 29 octobre, la démission du Premier ministre Saad Hariri crée un vide politique qui perdure, malgré la désignation le 19 décembre d'un successeur, Hassân Diab. Les troubles se poursuivent encore, après que ce dernier est parvenu à former un nouveau gouvernement sous la pression de la rue, le 21 janvier 2020, mais aussi après le vote de confiance du Parlement obtenu le 11 février. À la spontanéité et aux espoirs des premiers jours, en octobre, succède rapidement un climat de tensions extrêmes, quand surviennent les premiers heurts, des morts (d'accidents ou de querelles entre manifestants) et de nombreux blessés. Avec la poursuite du soulèvement (*Intifâda*) appelé aussi mouvement (*Harâk*), le Liban s'enfonce dans la crise politique et économique, et les affrontements se multiplient dans un contexte de fermeture régulière des axes routiers, des écoles, des universités, des banques, tandis que pèse sur la société la menace lancinante d'une dévaluation dévastatrice de la livre libanaise. Le pays est paralysé et exsangue. La fermeture des routes en particulier a pour effet de revivifier le spectre de la guerre civile de 1975-1990. Les Libanais renouent avec l'angoisse, la pénurie (dollars et produits de première nécessité), le troc, la réduction des déplacements, les rumeurs, la désinformation (relayée par

les réseaux sociaux), l'inflation (les prix de toutes les denrées ont augmenté de 40 à 100 %), mais aussi avec les violences physiques, la haine et les intimidations, autant de réflexes que l'on croyait oubliés à jamais. Avec l'amplification de la crise économique, le nombre de jeunes et de pères de famille désœuvrés ayant perdu quotidiennement leur emploi s'accroît, tandis que la précarité gagne des couches entières de la société. Face à l'absence de réactions des milieux politiques, les pillages et destructions se multiplient dans le centre-ville de Beyrouth et la répression policière s'intensifie, notamment à l'endroit des casseurs. L'hypothèse d'une nouvelle guerre civile fait alors un moment son chemin. Les partisans de la *thawra* affichent toutefois leurs divisions. Nombreux sont ceux qui ont interprété les journées de l'automne-hiver 2019 comme l'opportunité historique de créer une nation libanaise unie, débarrassée de la corruption endémique et de la classe politique au pouvoir. D'autres y ont vu le moyen adéquat pour les partis politiques opposés au président Michel Aoun, à savoir les Forces libanaises, les Kataëb, le PSP, et le Courant du futur de Hariri, de saper son mandat. D'autres encore, très nombreux et beaucoup moins enthousiastes, ont vu dans le soulèvement l'image d'un pays au bord du gouffre, plus fragmenté que jamais selon des lignes de clivage politique, mais aussi une tentative américaine, appuyée par des puissances régionales (Arabie saoudite, Émirats arabes unis et Israël) de déstabiliser le Liban et de le contraindre à écarter du pouvoir le Hezbollah et ses alliés, ou encore de mettre la main sur les réserves de gaz et de pétrole dans la zone économique exclusive du Liban au large de ses côtes. En d'autres termes, la *thawra* serait à leurs yeux une guerre larvée entre les États-Unis et ses alliés du Moyen-Orient d'un côté, et l'Iran et la Russie de l'autre. Depuis le début du mandat Aoun en 2017, le gouvernement américain a en effet resserré l'étau autour des banques libanaises concernant

leurs affaires avec la communauté chiite du pays (un tiers de la population libanaise), considérée comme un terreau favorable à la résistance islamique du Hezbollah contre Israël. La participation spontanée de jeunes chiites proches du mouvement de Hassan Nasrallah aux contestations, les premiers jours, était un élément que les ennemis du parti de Dieu ne pouvaient laisser passer.

Les revendications légitimes formulées à partir des journées d'octobre 2019 sont anciennes et révèlent le symptôme d'un mal très profond commun à tous les Libanais : celui d'un pays en crise dans lequel un véritable État moderne (administrations, services publics, infrastructures) peine à voir le jour. Le poids du confessionnalisme politique et des réflexes clientélistes n'y sont sans doute pas étrangers, tout comme la captation du pouvoir par des partis politiques et une oligarchie prédatrice, plus préoccupés à s'auto-perpétuer depuis la guerre « civile », qu'à servir les intérêts nationaux. Malgré l'indépendance obtenue en 1943 et les conflits de 1958 et de 1975-1990, le siècle écoulé depuis la naissance du Liban moderne n'a pas suffi à constituer un État-nation au-delà des logiques communautaires et clientélistes prédominantes. Cent ans après avoir fait le Liban en 1920, il restait encore à faire des Libanais. Pour comprendre les raisons profondes des ressentiments et des frustrations qui parcourent la société libanaise actuelle, il faut remonter aux moments historiques traumatiques du pays : celui des affrontements confessionnels des années 1840-1860, et plus encore, celui de la Guerre du Liban (1975-1990), conflit protéiforme et complexe qui n'a jamais fait l'objet après son achèvement de commémorations officielles orchestrées par l'État. Le travail de mémoire n'a été pris en charge que par différentes composantes de la société civile (ONG, artistes, écrivains et autres). C'est cette même guerre qui a accouché des institutions actuelles du pays, par le biais de l'accord de Taëf en 1989, dont les dispositions

seront fort mal mises en application par la suite et que rejette aujourd'hui une partie de la société libanaise réclamant un État laïc. Depuis la fin du conflit en 1990, des processus de réconciliation ont certes été engagés entre les anciens acteurs de la guerre, mais ils sont restés toutefois fragiles². En dépit de certains incidents, des alliances plus ou moins solides se sont cependant tissées de manière quasi officielle entre le chef du PSP, Walid Joublatt, et les Forces libanaises de Samir Geagea (2005), entre le chef du Courant patriotique libre, le général Michel Aoun, et celui du Hezbollah, Hassan Nasrallah (2006). Dans un pays où les anciens chefs de milices et protagonistes de la guerre « civile » continuent trente ans après sa fin à occuper les principaux postes du pouvoir, le moindre propos déplacé d'un leader politique, le moindre incident, la moindre escarmouche qui met en lice des communautés, laissent planer en permanence le spectre de la résurgence d'une guerre dont les comptes n'ont jamais été soldés.

Le Liban est devenu aux yeux de certains observateurs le paradigme de la guerre civile permanente. Que savent d'ailleurs aujourd'hui les jeunes générations de Libanais d'un conflit qui a détruit leur pays, traumatisé leurs familles et décimé entre 1975 et 1990 une partie considérable de la société ? Faute de faire consensus, l'histoire même de la guerre est absente des manuels scolaires libanais et n'est pas enseignée officiellement dans les écoles. Chaque communauté continue à entretenir dans une logique souvent conflictuelle sa propre histoire et sa propre mémoire du conflit³.

Un livre de plus sur la Guerre du Liban ? Ce conflit parmi les plus meurtriers de la fin de la guerre froide, souvent qualifié de « civil », s'inscrit dans une longue généalogie de massacres et de violences exercées sur les corps au Mashrek arabe depuis les croisades au Moyen Âge, jusqu'à l'époque la plus contemporaine. Malgré une abondante production historiographique traitant du sujet, l'historien Samir Kassir faisait paradoxalement

remarquer au début des années 1990 que le nombre d'ouvrages académiques traitant du conflit dans sa globalité restait limité⁴. Près de trente ans plus tard, malgré des publications récentes⁵, la situation n'a guère changé et l'appréhension de la Guerre du Liban s'effectue encore souvent au prisme de travaux anciens remontant aux années du conflit et à ses lendemains. Le succès international indéniable de certains films récents tels *L'Insulte* du réalisateur Ziad Doueiri (2017), dont le thème central est le massacre des chrétiens de Damour en janvier 1976, a certes contribué à faire connaître le conflit libanais à un large public. La Guerre du Liban n'en demeure pas moins encore une guerre vue à travers un prisme déformant ou mal connue du fait de la complexité du petit terrain libanais, voire le parent pauvre de la plupart des études académiques mondiales sur la guerre froide⁶.

L'historien Henry Laurens a vu dans l'ouvrage de Samir Kassir, paru en 1994⁷, le seul travail proprement historien sur la « guerre du Liban⁸ ». Ayant soutenu sa thèse en Sorbonne en 1990, Kassir est de fait l'un des premiers à combiner l'approche événementielle strictement politique et régionale avec des analyses structurelles qui font rejaillir les autres dimensions du conflit : militaire, économique, sociale voire culturelle. Vite épuisé à sa parution, il a connu une heureuse réédition en 2019. Ce travail, cependant, s'achève en 1982 avec l'invasion israélienne et un peu plus de la moitié du conflit seulement est couvert. L'assassinat tragique de son auteur en 2005 a mis fin à son projet de relater la suite des événements (1982-1990). Les débats autour du rôle des facteurs externes et internes dans le déroulement du conflit libanais expliquent sans doute pourquoi Samir Kassir a privilégié dans son livre le titre de « guerre du Liban », plutôt que celui de « *civil war* » qu'utilisait le grand historien libanais Kamal Salibi dès 1976, avant même les occupations militaires syrienne et israélienne⁹. La formule

s'impose désormais. Elle est habile, car elle permet à la fois de rappeler qu'elle fut à la fois civile, mais aussi une guerre étrangère au Liban, une « guerre pour les autres¹⁰ ».

Plus qu'une guerre à proprement parler, les Libanais sont confrontés à partir de 1975 à une série de guerres multiples souvent liées entre elles, où s'enchevêtrent des acteurs et des enjeux d'une complexité rare. Près de trente ans après sa clôture officielle, ce que l'on nomme par commodité la « guerre du Liban » mériterait un G majuscule en raison de l'importance des « petites guerres » qui la composent. Il s'agit bien d'un conflit multiforme où s'imbriquent toutes les échelles, ainsi que des acteurs nationaux et étrangers. Dans l'histoire des guerres civiles postérieures à la Seconde Guerre mondiale, le conflit libanais demeure particulier par sa durée exceptionnellement longue de quinze ans et demi (ce qui en fait l'un des conflits les plus longs de la guerre froide et même du XX^e siècle). Il s'agit aussi de la dernière guerre « civile » mondialisée du Moyen-Orient à la veille de la chute de l'URSS. Elle débute officiellement (un consensus) le 13 avril 1975 dans le contexte de la détente entre l'Est et l'Ouest et prend fin au dernier trimestre de 1990, près d'un an après la chute du mur de Berlin, et plus d'un an avant l'effondrement de l'URSS. Ce conflit singulier et meurtrier (au moins 100 000 morts), dont la nature, la définition et l'appellation même ne parviennent toujours pas à faire l'unanimité (« guerre civile », « guerre incivile¹¹ », « guerre du Liban », « Guerre du Liban », « guerres du Liban », « guerre pour le Liban », « déchirure libanaise », « tragédie libanaise », « bourbier libanais », « guerre pour les autres », « guerres libanaises ») est sans doute l'un des événements historiques de l'histoire du Mashrek arabe au XX^e siècle, qui a suscité le plus de publications de toute nature : ouvrages littéraires et académiques, Mémoires, récits de journalistes, romans, films, documentaires. Par l'ampleur des violences extrêmes et l'imbrication des

acteurs internes et externes ayant contribué à son enlèvement, ce conflit à géométrie variable semble déjà inaugurer des problématiques transversales liées aux guerres « civiles » ultérieures, qu'il s'agisse de l'ex-Yougoslavie au début des années 1990, ou du Mashrek aujourd'hui (Irak, Syrie, Yémen)¹². Le terme générique de libanisation utilisé par Georges Corm dès 1989 à propos de l'Orient arabe¹³, a fini par la suite par s'imposer dans le vocabulaire de certains analystes pour qualifier de manière réductrice des dynamiques de fragmentation politique, sociale et territoriale reposant sur des identités religieuses à l'œuvre dans certains pays ou régions du monde.

En dépit de la difficulté pour les historiens d'accéder aux archives de la guerre (soit en raison de leur destruction, soit par « pudeur » des acteurs et des institutions), l'historiographie des années 1990, et plus encore celle des années 2000, est marquée par un renouvellement important des sources : travaux de terrain, essor des biographies et des témoignages d'ex-miliciens et de civils, productions journalistiques, multiplication des entretiens oraux, mise à disposition généralisée des documentaires et films réalisés pendant la guerre grâce à la révolution d'Internet¹⁴, essor des fictions sur le conflit, accès en ligne aux écrits et archives de personnalités libanaises¹⁵, ouverture à l'étranger des archives diplomatiques et des archives des services de renseignement des pays occidentaux sur le Liban des années 1975-1990, y compris celles de la CIA¹⁶. Ces nouvelles sources ont permis des approches innovantes du conflit. Ont émergé ainsi des thématiques jusque-là mal explorées, et un basculement vers des échelles d'analyse beaucoup plus fines qui permettent d'aborder les différents « espaces de guerre¹⁷ » : la ville (Beyrouth¹⁸, Tripoli, Zahlé, Sayda), un territoire (par exemple le sud du Mont Liban¹⁹), un village, une famille, un parcours individuel. Les approches nouvelles insistent également sur les ressorts de la violence, le vécu de la guerre par les civils²⁰, les dimensions

mémorielles du conflit, les processus complexes de sortie de guerre et de réconciliation²¹, mais aussi sur le caractère globalisé d'un conflit jusque-là trop souvent réduit à sa dimension de « guerre civile ». À l'initiative de chercheurs libanais, palestiniens, européens, américains, israéliens, australiens et même japonais, des travaux, récents ou en cours, d'histoire politique, militaire, économique, sociale et culturelle, contribuent aujourd'hui à renouveler profondément notre connaissance de ce conflit, y compris sur le plan strictement événementiel.

Dès 1975, la guerre a généré au Liban des formes de violences physiques extrêmes et des déplacements de population considérables. Guerre périphérique expression de la rivalité Est-Ouest au Moyen-Orient, guerre israélo-arabe par substitution, guerre intra-libanaise et inter-communautaire, guerres asymétriques, la Guerre du Liban relève d'abord d'un conflit global et connecté à l'espace-monde. Depuis l'expédition dite « humanitaire » lancée par Napoléon III en réaction aux massacres de chrétiens en 1860²², en passant par la création du Liban par la France en 1920, l'indépendance obtenue en 1943 avec le soutien anglo-américain et la première guerre civile de 1958 marquée par une première intervention militaire américaine²³, le poids des facteurs régionaux et internationaux a toujours été déterminant dans l'histoire du Liban contemporain.

De nombreux ouvrages existants sur la Guerre du Liban accumulent chronologiquement les faits liés aux combats, mais aussi les chiffres (parfois fantaisistes) dans tous les domaines, tout en proposant des périodisations souvent différentes voire contradictoires, sans nécessairement recourir à une analyse sociologique. Le lecteur est ainsi souvent perdu et ne comprend pas la logique du déroulement de la guerre qui paraît insaisissable et irrationnelle. Ces livres ont en revanche eu le mérite de constituer un outil essentiel de compilation de l'information,

une matière devenue accessible au chercheur désirant l'exploiter pour aller plus loin dans la compréhension, l'analyse et la conceptualisation. Tirant avantage des acquis de l'historiographie la plus récente, cet ouvrage privilégie une approche thématique nouvelle qui permet à chacun d'appréhender la Guerre du Liban par le chapitre de son choix. Il tente de faire le point sur des questions qui ont été sous-étudiées ou négligées. Il propose pour la première fois une synthèse visant à la compréhension globale d'un conflit majeur du Moyen-Orient, vu notamment sous l'angle de ses origines, des combattants, des civils, mais aussi de ses dimensions politiques, militaires, institutionnelles, économiques, sociales, culturelles et, bien évidemment, de ses implications régionales et mondiales.